

Benoît PÉLOPIDAS

Repenser les choix nucléaires - La séduction de l'impossible

(Presses de Sciences Po, 2022, 308 pages, 26 €)



C'est un ouvrage original, par son caractère conceptuel, que publie Benoît Pélopidas, chercheur au CERI, fondateur du programme d'étude des savoirs nucléaires (*Nuclear Knowledges*). L'auteur est également chercheur affilié au centre pour la sécurité internationale et la coopération (CISAC) à l'Université Stanford. En 2017, il a obtenu une bourse de cinq ans du Conseil européen de la recherche (ERC) pour étudier les choix nucléaires militaires avec une équipe

interdisciplinaire. Il a aussi bénéficié d'un financement de l'Agence nationale de la recherche (ANR) réservée aux jeunes chercheurs, sur 4 ans, afin d'étudier la « vulnérabilité politique » à l'âge nucléaire. Sur l'étude du phénomène des armes nucléaires, *Nuclear Knowledges* est le premier programme universitaire français de recherche indépendant et transparent sur ses sources de financements. Au cours de ces années, l'auteur, avec son équipe indépendante financièrement des intérêts économiques sur la question nucléaire, a étudié la construction des savoirs au sujet des armes nucléaires, en se fondant sur les institutions, les concepts, les imaginaires et les mémoires. Il a notamment étudié les situations dans l'histoire du xx^e et xxi^e siècles où l'utilisation d'armes nucléaires a été évitée de justesse, comme la crise des missiles de Cuba en 1962. Cet ouvrage, issu de ce programme, se caractérise donc par le refus du conflit d'intérêt dans les financements, et le déploiement de méthodes interdisciplinaires

163

pour poser des questions non-encore posées, notamment sur le rôle de la chance, l'existence ou pas d'un consensus sur la politique nucléaire en France et au Royaume-Uni, l'évaluation de la prolifération, de son inévitabilité et de la possibilité du renoncement à l'arme nucléaire.

Dans cet ouvrage de recherche, fondé sur des archives, entretiens, et résultats de sondages, l'auteur développe des analyses sur le terme « vulnérabilité », concept englobant, qui désigne à la fois la course aux armements et la prolifération. Ce concept lui permet de transcender la distinction entre les « bons » et les « mauvais » États et de mettre en lumière les justifications cohérentes qui correspondent à chaque politique nucléaire possible. L'un des résultats essentiels de l'ouvrage consiste à montrer que ces justifications, résumées dans le chapitre de conclusion, sont très différentes des justifications publiques avancées par les partisans et opposants de la dissuasion nucléaire.

L'ouvrage est composé de deux parties : « L'impossibilité du renoncement aux armes nucléaires à l'épreuve », et « Restaurer un espace de choix et de responsabilité poli-

tiques ». Au fil des sept chapitres bien structurés, il développe des analyses conceptuelles sur les notions de risque, de hasard, de chance, de confiance, de vulnérabilité, et de responsabilité politique. Le texte, qui se fonde sur des analyses de situations concrètes, est agrémenté de graphiques, de cartes, et d'analyses de sondages d'opinion.

Rappelant qu'il y a de nos jours 9 États dotés d'armes nucléaires si l'on inclut la Corée du Nord (avec ses essais d'octobre 2006), les huit premiers étant par ordre chronologique : les États-Unis, l'URSS (maintenant Russie), le Royaume-Uni, la France, la Chine, Israël, l'Inde, le Pakistan, l'auteur se demande s'il y aurait « une loi selon laquelle le nombre d'acteurs dotés de ce système d'armes augmente au fil du temps ». Il cite aussi la boutade de l'éminent chimiste français Bertrand Goldschmidt, membre du projet Manhattan et représentant de la France au conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique de 1958 à 1980, qui avait dit : « La prolifération nucléaire, c'est comme la sexualité des adolescents : on peut la retarder, mais on ne l'arrêtera pas ». Il souligne

aussi que les États-Unis, sous Donald Trump, ont mis en œuvre un vaste programme de modernisation de leur arsenal nucléaire, qui coûterait, sources à l'appui, entre 1,2 et 1,7 trillions de dollars pour la période 2020-2050, chiffre colossal – et inquiétant pour la paix mondiale.

Ce cadrage du problème nucléaire comme problème de prolifération, partagé par les décideurs des États dotés, les experts et la presse française rend le désarmement nucléaire et la possibilité d'explosions nucléaires non désirées inconcevables. L'objectif central de l'ouvrage consiste à mettre à l'épreuve l'impossibilité de ces deux inconcevables. La séduction de l'impossible, qui donne son sous-titre à l'ouvrage, est donc double : comment se persuade-t-on qu'une option politique est impossible ? Face à des experts qui affirment l'impossible, comment se convainc-t-on de le faire advenir ?

Dans la première partie de l'ouvrage, il montre qu'aucune des conditions nécessaires au renoncement à des systèmes d'armes nucléaire qu'il aurait fallu établir pour que le renoncement puisse apparaître comme très peu probable (l'absence de

capacités matérielles, la présence d'une garantie nucléaire de sécurité, l'usage de la violence), n'est établie. On ne peut donc pas établir que le renoncement est impossible et que la prolifération est inévitable (introduction, partie 1). C'est pourquoi un choix clairement justifié devient nécessaire.

Il propose plusieurs indicateurs possibles pour évaluer la prolifération tout au long de l'âge nucléaire et montre que, quel que soit l'indicateur que l'on choisisse, la prolifération horizontale est à des niveaux historiquement bas.

Pélopidas analyse aussi que les questions nucléaires sont souvent « dépolitisées par la technique », alors qu'elles sont avant tout des choix politiques. Il s'étonne ainsi que l'on ait pris l'habitude d'employer ce verbe « dissuader » (« *to deter* » en anglais) en parlant d'objets inanimés. L'auteur se livre à des analyses sémantiques, observant aussi que le concept de « prolifération » a remplacé peu à peu celui de « dissémination », ce qui, estime-il, a pour effet d'« invisibiliser le rôle, pourtant essentiel, joué par les États dotés membres permanents du conseil de sécurité des Nations unies dans la diffusion

des technologies liées à l'arme nucléaire dans les 30 premières années de l'âge nucléaire ».

166 Contrairement au postulat de désirabilité intrinsèque des armes nucléaires, l'auteur montre qu'aucun État doté d'armes nucléaires aujourd'hui ne l'est sans avoir reçu l'aide d'au moins un membre permanent du Conseil de Sécurité, et qu'aucun de ces membres permanents ne peut se prévaloir d'une attitude irréprochable en matière de non-prolifération. Ainsi la France a reçu de l'aide des États-Unis après 1945 pour mettre en place sa bombe, et la France à son tour a aidé largement Israël à développer son programme nucléaire dans la seconde moitié des années 1950, aide à laquelle le président de Gaulle décida mettre fin à son arrivée au pouvoir en 1958 ; toutefois les documents d'archives cités montrent que la CIA continue l'assistance nucléaire à Israël jusqu'en 1968. De même, la Chine communiste a bénéficié d'une aide de l'URSS pour mettre au point sa bombe, et à son tour la Chine a aidé le Pakistan (car ennemi de l'Inde), lui fournissant dans les années 1970 de l'uranium enrichi et des plans pour la bombe atomique.

Pélopidas estime qu'il ne faut pas faire « une lecture catastrophiste » de l'histoire nucléaire, et qu'il ne faut pas avoir une « approche par le choc ». Il montre que l'usage de la violence n'est pas une condition nécessaire au renoncement aux armes nucléaires. C'est pourquoi il affirme l'importance d'une compréhension politique de l'histoire nucléaire, le politique étant ici entendu comme l'opposé de la violence, à partir des travaux de Hannah Arendt. Ainsi que la Libye ait démantelé ses installations nucléaires conformément aux préconisations de l'AIEA, en partenariat avec les États-Unis, le Royaume-Uni et la Russie, et le fait que l'Iran n'ait toujours pas mis au point d'arme nucléaire, contrairement à tous les pronostics.

Il réfléchit à l'idée d'une « alternative nucléaire », c'est-à-dire d'un « dispositif dissuasif national ou un accord de dissuasion étendue » qui, si elle était correcte, validerait le paradigme de la prolifération. Il analyse des cas précis, comme la Norvège, « candidat idéal pour l'alternative nucléaire ». En effet, alors qu'elle est frontalière de la Russie, que son territoire est riche en ressources, qu'elle

dispose d'un accès à l'Atlantique Nord, à l'Arctique et à la mer de Barents (ce qui est très important stratégiquement), et que la Russie stationne des sous-marins nucléaires à proximité de sa frontière, la Norvège n'a pourtant pas développé l'arme nucléaire, mais plutôt a élaboré « une stratégie de sécurité nationale fondée non pas sur la protection par les armes nucléaires mais bien plutôt sur la protection contre des armes nucléaires », notamment en étant membre de l'OTAN. Il en va de même de l'Afrique du Sud et de l'Ukraine.

Dans la seconde partie, Pélopidas appelle à « restaurer un espace de choix et de responsabilité politiques ». Estimant qu'appréhender la question nucléaire sous l'angle de la « prolifération » est « fondamentalement inadapté », il préconise d'étudier de manière plus approfondie « le lien entre le comportement des États dotés d'armes nucléaires et le désir de ceux qui souhaiteraient les acquérir ». Il insiste sur l'importance du concept de renoncement comme alternative au couple prolifération/désarmement qui rend invisible le fait que la majorité des États

ont des capacités liées aux armes nucléaires. Paradoxalement, certains partisans du désarmement nucléaire mobilisent le paradigme de la prolifération pour appuyer leur critique. Il développe aussi le concept de « vulnérabilité » qui permet d'éviter « la distinction préétablie entre prolifération horizontale et prolifération verticale » ; en effet ce concept « ne suppose pas que les explosions nucléaires non désirées, la guerre nucléaire ou le renoncement ne peuvent advenir, et permet de construire un espace de décision politique clair ». Pour ce faire il faut inclure ce qu'il appelle les vulnérabilités épistémiques, soit les tentations de confiance excessive dans les discours d'autorité sur le contrôle que nous exerçons sur les armes nucléaires et leur sûreté. Dans le chapitre 6, il montre ainsi comment les positions, contraintes discursives et obligations professionnelles des experts officiels du nucléaire les rendent structurellement incapables de dire la totalité des vulnérabilités nucléaires. D'où l'importance de donner une place à la recherche indépendante, dont les résultats sont incarnés dans ce livre.

Pélopidas, qui estime que la prolifération souvent décrite

concernant le xx^e siècle a été en fait beaucoup plus lente que ce qui a souvent été avancé, développe aussi le concept de « chance », pour qualifier l'absence d'explosions non désirées de bombes nucléaires sur des populations depuis 1945. Il montre dans une annexe et sources à l'appui que des facteurs non réductibles au contrôle ont été décisifs dans l'évitement de ces explosions et que les experts ont jusqu'à présent été soit incapables de mesurer le rôle de la chance soit ont nié son rôle alors qu'ils n'avaient pas fait les détours épistémologiques et méthodologiques qui auraient permis de le mesurer. La seconde affirmation d'impossibilité au cœur du paradigme de la prolifération – la possibilité d'explosions nucléaires non contrôlée – est donc elle aussi incorrecte.

Enfin, il appelle à « créer un espace de choix démocratique en requalifiant le rôle de l'expert » (chap. 7), estimant que les chercheurs indépendants et objectifs doivent être davantage écoutés des gouvernements. Ce résultat s'appuie sur la démonstration qu'en France le discours nucléaire expert

incorporerait les éléments de langage et postulats du discours nucléaire officiel, se transformant de ce fait en communication de la politique menée. Pelopidas estime que cela aboutit à une irresponsabilité des experts, dont les fautes ne sont pas sanctionnées tant qu'elles sont commises et acceptées par la communauté, et des élus et citoyens qui ne peuvent dès lors plus choisir en situation d'incertitude et exercer leur responsabilité. En cherchant à identifier précisément ce qui distingue le chercheur indépendant du communicant, Pélopidas, entend proposer un moyen d'ouvrir un espace de choix démocratique. Il conclut, à partir de deux sondages inédits et d'archives françaises, qu'il est inexact de parler de consensus sur la politique de dissuasion nucléaire aussi bien en France qu'au Royaume-Uni.

Un regret : l'ouvrage est très théorique et conceptuel. Davantage d'explicitations précises des concepts, et plus d'exemples concrets et humains auraient été bienvenus.

CHLOÉ MAUREL